



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 412 du 21 décembre 2025

Au sommaire :

- **Révolte paysanne, austérité contre les travailleur-ses, licenciements, la révolte est contagieuse... C'est nous qui produisons, c'est à nous de décider !** - *Christine Héraud*
- **Chili, l'effondrement de la gauche ouvre la voie à Kast, fils de nazi admirateur de Pinochet, allié de Trump** - *Mónica Casanova*
- **L'intensification de l'offensive des gouvernements contre les migrant-es, au cœur de l'offensive du capital contre le travail. Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !** - *Isabelle Ufferte*

Révolte paysanne, austérité contre les travailleur-ses, licenciements, la révolte est contagieuse... C'est nous qui produisons, c'est à nous de décider !

La brutalité de l'abattage du troupeau de la ferme des Bordes-sur-Arize en Ariège le 11 décembre, alors qu'un cas de dermatose nodulaire bovine y avait été détecté, a sidéré et révolté. Des gendarmes en tenue anti-émeutes, appuyés par des véhicules blindés, ont fait reculer les centaines de paysans en colère rassemblés devant la ferme à grands coups de grenades lacrymogènes, pour imposer la dictature sanitaire du gouvernement, -une bête touchée = l'abattage de tout le cheptel-, et la froide destruction du troupeau le lendemain, ruinant l'exploitation. La violence et le mépris du gouvernement pour les petits éleveurs, leur travail et leurs bêtes fait de nouveau exploser la colère et l'exaspération des petits exploitants agricoles, ruinés par les banques, l'agro-business et la grande distribution, par la logique du capitalisme agricole.

Cette brutalité rejoint celle des attaques contre l'ensemble du monde du travail que Lecornu va aggraver en cherchant à faire passer son budget d'austérité. Le cirque parlementaire se poursuit. Le petit monde politicien soumis aux classes dominantes et à leurs intérêts, préoccupé de ses positions et petites rivalités, discute des mesures destinées à faire payer au monde du travail le pillage des caisses publiques par les milliardaires et le grand patronat. Tous n'ont qu'une hypocrite compassion pour les petits paysans ruinés par l'ordre social qu'ils défendent et dont la colère qui explose, contagieuse et convergente leur fait peur.

La colère paysanne face à la brutalité économique et policière de l'Etat qui sert l'agro-business

La brutale intervention policière et sanitaire en Ariège a déclenché une mobilisation qui s'est rapidement étendue

et bénéficie de la sympathie de nombre de salarié-es et de la population. Les premiers blocages de l'A64 et A63 se sont étendus à d'autres régions, Puy-de-Dôme, Dordogne, Pas-de-Calais, Hérault et Charente. Au coude à coude dans la mobilisation, la Confédération paysanne et la Coordination rurale ont appelé à une mobilisation nationale pour « *une vaccination préventive massive du cheptel français, (15 millions d'animaux), et l'assurance du recours au seul abattage des bêtes malades* ». Une autre politique sanitaire tout aussi « *scientifique* » que celle dont se revendique le gouvernement, « *dictée par la science* ». Le choix n'est pas sanitaire mais économique.

L'autoritarisme sanitaire de l'Etat contre les petits producteurs répond avant tout au diktat de la FNSEA, le syndicat des patrons de l'agro-industrie qui justifie l'abattage « *pour que le marché ne s'effondre pas* ». « *La gestion actuelle ne relève pas seulement d'une question sanitaire mais aussi d'une question administrative, c'est-à-dire d'une vision de ce que doit être l'agriculture : orientée vers le libre-échange et l'exportation... Dire à des éleveurs en circuit court qu'il faut sacrifier tout leur travail d'une vie parce qu'il faut maintenir le libre-échange, ce n'est pas possible. Nous, on en a marre de la gestion de la FNSEA, qui ne voit que ses intérêts et ceux de l'agro-industrie* », explique Stéphane Galais de la Conf'.

Genevard, la Ministre de l'Agriculture, accourue dans le Sud-Ouest lundi et qui cette semaine a sillonné le pays pour tenter d'empêcher une généralisation du mouvement, a été contrainte d'accorder davantage de vaccinations préventives. Mais ces demi-mesures qui ne remettent pas en cause la politique systématique d'abattage ne calment pas la colère paysanne qui dépasse la seule politique sanitaire de l'Etat.

Manœuvre de diversion, la fausse alternative « libre échange » ou « protectionnisme » dans une agriculture mondialisée soumise à la concurrence internationale

La crise de la dermatose nodulaire bovine repose le problème de l'organisation capitaliste de l'agriculture qui ruine les petites exploitations, au moment où l'Union européenne discutait cette semaine la signature de l'accord Mercosur de libre-échange avec des pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay). A l'appel de la Coordination rurale, de la Conf' et aussi de la FNSEA, des milliers de petits exploitants venus de France et de plusieurs pays d'Europe ont convergé à Bruxelles jeudi dernier pour contester cet accord, dénoncé comme favorisant une concurrence « *déloyale* » de pays qui ne « *respectent pas les normes* » et vont inonder le marché européen.

Macron, prétendant défendre l'agriculture française, « *protéger ceux qui nous nourrissent et qui, pour beaucoup, éprouvent une grande souffrance* », s'est opposé à sa signature programmée cette fin de semaine, de même que d'autres pays européens comme la Pologne, la Hongrie ou l'Italie, obtenant son report. Une façon de gagner du temps, de ne pas attiser le feu de la colère paysanne tout en continuant de négocier les intérêts des secteurs du grand patronat français qui en bénéficieront le plus, comme les spiritueux, la viticulture, ou l'aéronautique.

Instrumentalisant la colère et le désespoir des petits paysans, la FNSEA et les partis parlementaires, de la gauche au RN, font mine de s'opposer à l'accord UE-Mercosur, alors que tous sont d'accord sur le fond avec Macron pour en négocier les conditions, au nom de la « *concurrence déloyale* » et de la « *souveraineté alimentaire* ». Ils tentent de détourner la colère des paysans, d'entretenir le mythe d'une agriculture « *française* » dans laquelle tous les exploitants, du petit paysan au géant de l'agro-industrie, auraient les mêmes intérêts, un patriotisme économique au service du capitalisme agricole, des mastodontes de l'agro-business français qui ruinent partout en France et dans le monde les petits producteurs.

A la ville et à la campagne, la même logique capitaliste et financière destructrice, contre les producteur-trices

C'est aussi la concurrence mondiale qui justifie dans l'industrie les plans de licenciements et les fermetures d'entreprises. 750 salarié-es vont être jetés à la rue suite à la liquidation judiciaire du fabricant de gros électroménager Brandt, justifiée entre autres par la « *concurrence féroce de l'électroménager chinois, coréen ou turc* ».

Ces derniers mois, licenciements et fermetures d'entreprises se sont multipliés, ArcelorMittal, NovAsco, Michelin, Stellantis, Teisseire, Blédina ou Sanofi... En un an, le nombre de plans de licenciements a augmenté de 47 %, selon les chiffres de la DARES, la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail.

D'après la CGT, près de 100 000 emplois seraient menacés ou supprimés dans les mois qui viennent dans des liquidations ou restructurations pour faire baisser le coût du travail, répondre à la demande de profit des actionnaires et de la finance qui vampirisent l'économie mondiale, la soumettent au chaos et à l'irrationalité, aux drames sociaux et humains.

La CGT dénonce une « *vague de désindustrialisation* » et avance des réponses qui se situent sur le terrain démagogique de la « *réindustrialisation de la France* », comme si la production industrielle française n'était pas intégrée aux chaînes de production mondialisées sous la domination des multinationales qui poussent à l'accélération de la concentration du capital pour faire face à la concurrence exacerbée qui fait rage sur les marchés mondiaux. Faute d'une politique qui réponde aux intérêts et aux besoins du monde du travail et des classes populaires, qui nécessiterait l'expropriation du capital et le contrôle des travailleur-ses sur l'économie, la CGT s'en remet à Bercy et aux grands acteurs financiers de l'Etat à qui elle propose la mise en place d'une « *cellule nationale de crise* ».

Le patriotisme industriel est repris par les directions syndicales comme par les politiciens qui, du RN à la gauche, cherchent à détourner la révolte du monde du travail des vrais responsables des licenciements en laissant croire que le grand patronat français et les travailleur-ses pourraient avoir des intérêts communs.

La défense des intérêts de classe des travailleur-ses des villes et des campagnes contre l'exploitation capitaliste est indissociable de la lutte contre l'offensive idéologique réactionnaire, souverainiste et xénophobe des classes dominantes et de leurs serviteurs, et le piège du nationalisme.

Contrôle de l'économie par celles et ceux qui produisent tout et font tourner la société

A la ville comme à la campagne, les besoins et les intérêts des producteur-trices convergent vers une même lutte contre les géants de l'industrie et de l'agro-industrie, qui nécessite une autre façon de produire et que ce soient elles et eux, ensemble, qui contrôlent et dirigent l'économie.

Cette union des luttes est possible dès maintenant, par exemple à travers la mise en place de comités de producteur-trices agricoles et industriels, en lien avec des comités de consommateur-trices, pour le contrôle des prix de l'alimentation, des intrants agricoles, des carburants, de l'énergie, des loyers, et aussi le contrôle sur les marges, les taxes d'Etat et sur les aides et subventions européennes et nationales qui profitent essentiellement aux plus gros.

L'union de toutes les luttes a besoin de s'organiser autour d'un programme pour apporter des réponses à la détresse et à la ruine des petits paysans, en imposant aux banques et à l'agrobusiness les mesures capables d'y mettre fin, crédits gratuits, garantie des prix, intrants bon marché, annulation des dettes. Un programme pour l'ensemble

de celles et ceux qui produisent, pour l'interdiction des licenciements, la garantie pour toutes et tous d'un salaire décent, d'un logement, en mettant hors d'état de nuire les capitalistes de la finance, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, pour instaurer un nouvel Etat démocratique et révolutionnaire. Il nécessite que celles et ceux qui produisent et qui font tourner la société prennent eux-mêmes le contrôle de l'économie, des banques et de la finance, pour planifier la production et les échanges en

fonction des besoins du monde du travail et de la population, dans le respect des hommes, des bêtes et de l'environnement.

Tous les commentateurs bourgeois qui craignent la contagiosité de la révolte ont raison et ceux qui espèrent que la passivité domine pourraient bien avoir des surprises. Une profonde révolte secoue le pays, elle suit son chemin, à son rythme, mais rien ne l'arrêtera.

Christine Héraud

Chili, l'effondrement de la gauche ouvre la voie à Kast, fils de nazi admirateur de Pinochet, allié de Trump

Le résultat du deuxième tour de l'élection présidentielle le 14 décembre a été sans surprise un coup de massue avec la victoire de J. A. Kast du parti d'extrême droite des Républicains (58 % des voix) contre Jeannette Jara, dirigeante du Parti communiste, ex-ministre du gouvernement Boric à la tête d'une coalition de centre gauche (42 %), avec vote obligatoire sous peine d'amende et seulement 7 % de bulletins nuls.

Le soir des élections, Jara a souhaité « *beaucoup de succès* » à Kast face à ses propres partisans en colère. Sa défense de « *l'unité nationale* » avec « *un courage républicain* » dont ce dernier l'a félicitée, ne passe en effet pas auprès de celles et ceux qui se sont mobilisé-es contre ce défenseur de Pinochet, ses tortures, crimes, disparitions, pas plus que ne sont passés les arguments méprisants du camp de Jara et Boric, président sortant, sur la crédulité du peuple, dupe de fake news, etc.

La mobilisation en particulier dans les quartiers populaires en faveur du vote pour Jara, l'avait placée en tête du premier tour d'une courte tête sur Kast. Mais alors qu'elle n'avait aucune réserve de voix au second tour, lui pouvait compter sur le report de plusieurs candidats de droite libérale ou encore plus d'extrême droite comme le libertarien masculiniste Kaiser prônant « *une médaille d'honneur aux violeurs de femmes laides* »...

La victoire prévue est d'abord la conséquence de la politique, des reniements, de l'impuissance de la gauche au pouvoir sous la présidence de Boric, du PS, du PC et de la coalition de gauche gouvernementale du Frente Amplio.

Elle est l'aboutissement de la période née à la fin de la dictature qui a vu l'alternance de partis bourgeois de droite et de gauche pour assurer la continuité de l'Etat et défendre le même système qui aujourd'hui se tourne vers l'extrême droite en la personne de Kast alors que le régime s'enfonce dans un pourrissement abject.

Sa victoire participe d'une offensive politique, économique, militaire des USA qui appuient le mouvement général de montée de l'extrême droite populiste en Argentine, en Equateur, au Salvador et engagent la guerre contre le Venezuela afin de reprendre en main l'Amérique latine qu'ils ont toujours considérée comme leur arrière-cour.

Ni l'énergie, ni la rage des travailleurs chiliens aspirant à la justice sociale ne sont vaincues. Ce qui est mis à nu, c'est la faillite de la politique d'accompagnement zélé du capitalisme menée par la gauche gouvernementale de Boric dont Jara était ministre du Travail, des illusions engendrées par ce gouvernement issu de la révolte de 2019 et qui en a aussi été l'étouffoir jusqu'à reprendre aujourd'hui à son compte le discours de la réaction, faisant ainsi le lit de Kast.

C'est ainsi que dans l'entre-deux-tours, Jara n'a fait que des gestes à droite au nom de « *l'unité* », « *des bonnes idées de partout* », évitant le qualificatif de féministe, se prononçant contre Maduro face à l'impérialisme américain, affirmant son accord avec Kast contre les squats et pour l'expulsion, y compris par la force, de migrant-es considéré-es comme source d'« *insécurité* », dépassant même la démagogie punitive de son rival en promettant la construction de cinq nouvelles prisons et plus d'interventions de la police et de l'armée dans les cent premiers jours de son gouvernement.

Aujourd'hui, même si avec l'élection de Kast l'extrême droite peut parader avec ses fantasmes de retour à l'ordre, à la famille traditionnelle catholique et à une « *prospérité* » rêvée comme sous Pinochet, son discours se fait cependant chaque jour plus prudent, par exemple sur l'expulsion de 300 000 migrants en 100 jours, impossible, illégale, démagogique. Si de larges masses ont voté pour Kast, elles ne sont pas pour autant convaincues. Le discours sécuritaire ne pourra cacher longtemps le désastre social qui se trouve derrière.

C'est cependant un tournant lourd de dangers pour les opprimé-es et les droits démocratiques qui s'amorce. Dans la foulée des Trump, Milei, Noboa ou Bukele, Kast s'apprête à utiliser la manière forte pour accentuer l'offensive contre le monde du travail que tous les partis qui se sont succédé depuis la dictature puis la gauche ont imposée sous couvert de démocratie.

Une montée de l'autoritarisme et de l'extrême droite mûrie durant les décennies qui ont suivi le départ de Pinochet

Si Kast apparaît maintenant comme le reflet de l'offensive patronale la plus brutale depuis la restauration dite

démocratique, la montée de l'extrême droite qui l'a porté au pouvoir n'est pas un orage dans un ciel serein.

Elle s'est renforcée avec la répression de la révolte des lycéens le 18 octobre 2019 (7 morts, plus de 200 éborgnés, des milliers de blessés, de viols, arrestations et détentions encore aujourd'hui...) par le gouvernement de droite de Piñera.

Elle s'est poursuivie avec le dévoiement de ce mouvement de contestation de la société des jeunes et de la population pauvre dans un processus constituant devant changer la Constitution de Pinochet, sans programme ni organisation de classe. Sous la houlette de Boric, ex syndicaliste étudiant d'un courant proche du PC, un Accord pour la Paix Sociale et la Constitution a été signé le 15 novembre 2019 entre toutes les forces politiques de l'ancienne Concertation (donc des partis ayant alterné au pouvoir depuis la fin de la dictature, PS, Démocratie chrétienne...) mais aussi des partis de droite, leur évitant de tout perdre.

Le nouveau projet de Constitution a ensuite été désavoué par un vote majoritaire en 2022, dans la phase descendante du mouvement ; la pandémie a frappé durant deux ans, démobilisant les secteurs de jeunes, de femmes, en lutte contre les retraites privées, les licenciements, pour la santé et l'éducation ...

Ce sont ces secteurs qui avaient permis à Boric de devenir en 2021 président de la République d'un gouvernement de gauche qui, dans le contexte d'offensive capitaliste à l'œuvre partout, a mis en place plus de 60 lois contre le mouvement social, réprimé féroce des indigènes dans la zone sud du Wallmapu avec sa militarisation, expulsé des squatteurs, des migrant-es venu-es nombreux-ses d'Haïti suite au tremblement de terre, puis du Venezuela en crise, en collant de plus en plus au discours sécuritaire contre elleux.

En se prétendant les remparts de « l'antifascisme » face à Kast, Jara et la gauche ont désarmé les masses au nom de la défense d'une démocratie bourgeoise corrompue, instrument de la violence de classe contre les travailleur-es et les jeunes. Cette démocratie a constamment défendu l'ordre capitaliste en s'appuyant sur l'armée, en assurant

l'impunité à Pinochet et ses sbires durant des années (il est resté Chef des armées jusqu'en 1998 puis sénateur jusqu'en 2002 alors qu'il avait été arrêté pour violation des droits humains par le juge espagnol Baltazar Garzón), au service d'une minorité de parasites, des 1 % de la population accaparant un tiers des richesses chiliennes, des oligarques des mines de cuivre et de lithium, des forêts, des élevages de saumons, des banques et services en lien avec les multinationales.

La gauche gouvernementale est faillie, l'avenir est à l'organisation démocratique et révolutionnaire des travailleurs et de la jeunesse

Dans ce contexte, il n'y a rien à attendre de partis, d'institutions dont les directions syndicales, la CUT et la CONFECH, totalement inféodées à la gauche soutien du capitalisme prédateur.

La rupture entre eux et celles et ceux qui refusent la fuite en avant vers la réaction est profonde. C'est de la compréhension de cette impasse politique que naît la conscience, éprouvée dans la révolte de 2019, de la nécessité de ne pas confier son sort à de faux amis pour préparer les inévitables explosions futures.

Car la lutte reprendra dans les rues ; aucune de ses causes n'a été résolue. Elle a besoin d'un programme basé sur les revendications de la révolte de 2019 et ses pistes de solution hors des cadres institutionnels : logement digne -donc, droit à la terre, expropriation des grands propriétaires et capitalistes qui surexploitent et pillent la planète-, annulation de la dette, santé et éducation libre et gratuite, démilitarisation du Wallmapu, libération des prisonniers politiques de la révolte...

Contre la résignation alimentée par le discours sécuritaire, le mouvement ouvrier et la jeunesse révoltée accumulent de l'expérience, des forces, de la lucidité indispensables pour organiser la lutte en indépendance de classe, pour l'affermissement et l'unité du camp de leur camp seul capable de mettre un frein à la réaction et de diriger le mouvement d'émancipation.

Mónica Casanova

L'intensification de l'offensive des gouvernements contre les migrant-es, au cœur de l'offensive du capital contre le travail.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

Ce 18 décembre, journée internationale des migrant-es, la Marche des solidarités et des collectifs de sans-papiers, de mineur-es isolé-es et de travailleur-es issu-es de l'immigration appelaient à une journée « *Sans nous* ». « *Nous, les travailleuses et travailleurs les plus précarisés de France, souvent sans papiers, issus de l'immigration, exploités, invisibilisés, nous ferons grève. Et si nous nous arrêtons, c'est pour rappeler que sans nous, rien ne*

tourne. Car ce pays n'existe pas sans l'immigration et en bénéficie de tous points de vue. Ce n'est pas l'immigration qui le détruit, ce sont les politiques menées, le racisme et l'injustice ». Fin 2023, la CGT estimait à 700 000 le nombre de travailleur-es étranger-es sans papiers en France. Des travailleur-es qui, depuis plus de dix ans pour certain-es, travaillent dans la plus grande précarité dans des secteurs comme la restauration, l'entretien, le BTP, l'aide aux per-

sonnes dépendantes, la petite enfance, la livraison, l'agriculture... soumis-es aux traques, au chantage permanent, une surexploitation qui fait pression sur l'ensemble des travailleur-es.

De nombreux rassemblements étaient organisés cette semaine, dénonçant « *restrictions drastiques des conditions d'accueil pour les demandeurs d'asile, refus de régularisation, refus de premier titre de séjour, refus de renouvellement de titre de séjour, remise en cause des APL pour les étudiant-es étranger-es, obligations de quitter le territoire français (OQTF) systématiques et généralisées, placements en rétention, cette politique migratoire, véritable fabrique de sans-papiers, attentatoire aux droits et à la dignité des personnes étrangères [...]* »¹.

Cette violence contre les immigré-es, avec ou sans sans-papiers, a pris une dimension inédite des USA à l'Europe ou à l'Amérique latine. Elle est la conséquence de l'évolution même du capitalisme qui a soumis l'ensemble de la planète et des prolétaires à sa prédation et à sa violence. Un capitalisme en bout de course qui entraîne l'humanité dans une concurrence généralisée, mettant le monde à feu et à sang, et organise la mise en concurrence de l'ensemble des producteur-trices sur le marché du travail mondial pour intensifier l'exploitation et faire baisser le « coût » du travail.

Le déchaînement des classes dominantes et de leur personnel politique de tous bords contre les migrant-es est au centre de leur offensive contre le monde du travail. Une offensive pour masquer leur propre responsabilité dans la dégradation brutale des conditions de vie et de travail et qui vise à désarmer les exploité-es en attisant et instrumentalisant les préjugés nationalistes, protectionnistes, la peur de l'étranger. Elle cherche à retourner les ressentiments et les colères des travailleur-es, des artisan-es, des commerçant-es, des agriculteur-trices contre celles et ceux des pays pauvres avec qui ils sont directement mis en concurrence.

Tournant dans l'offensive contre les migrant-es

Ce 16 décembre, Trump annonçait que les citoyens de 5 Etats africains supplémentaires avaient interdiction d'entrer aux USA, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Soudan du Sud et la Sierra Leone. 12 autres sont touchés par des restrictions partielles. Au total 39 pays, parmi les plus pauvres, sont désormais concernés par ces interdictions, soit 20 % des pays du monde. La ministre à la Sécurité intérieure US conseillait il y a peu « *une interdiction totale de voyager pour tous les pays qui inondent notre nation de tueurs, de parasites et de profiteurs* ».

Depuis son élection il y a à peine un an, Trump a brutalement accéléré la guerre faite aux migrants, véritable obsession. Il a fait le ménage dans les tribunaux de l'immigration, envoyé l'ICE (police de l'immigration et des douanes) organiser des raids pour arrêter des dizaines de milliers de sans-papiers jusqu'au sein des entreprises ou

des salles d'audience. Face aux mobilisations solidaires de la population, il a fait envoyer la garde nationale à Los Angeles, Washington, San Francisco, Portland, Chicago... Des Etats républicains tels la Louisiane se sont spécialisés dans la détention et l'expulsion de masse de migrant-es. Et Trump et son gouvernement multiplient les saillies injurieuses tel, le 2 décembre, quand il a traité d'« *ordure* » Ilhan Omar, députée démocrate du Minnesota arrivée de Somalie il y a 25 ans, ajoutant « *tous les Somaliens sont des ordures* » !

Ce déchaînement raciste haineux illustre la décadence des classes dominantes et la peur bleue qu'elles ont des exploité-es qu'elles cherchent à terroriser, à dresser les un-es contre les autres, espérant vainement retarder les explosions sociales écrites dans l'évolution même du capitalisme. La semaine dernière, Trump et son administration promettaient à l'Europe un « *effacement civilisationnel* » face aux « *migrations de masse* »...

Et peu importe que le nombre de migrant-es ait peu augmenté entre 2000 et 2020, passant de 150 à 280,6 millions ce qui, rapporté à la population mondiale, fait une hausse de 2,8 % à 3,6 %. Et, précise la Cimade, « *la majorité des migrations ne s'effectue pas des pays du Sud vers des pays du Nord (entendu vers l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie et d'autres pays dits « développés »). Une grande partie des mobilités s'effectue dans un pays de la même région que le pays d'origine. Ainsi, en 2020, sur les 86,7 millions de migrant-es internationaux-résidant en Europe, la moitié était née dans un autre pays européen (50,5 %)* »².

Dans l'Europe forteresse, une offensive menée conjointement de l'extrême-droite à la gauche

L'Europe est en proie aux mêmes logiques. Les gouvernements des 27 pays de l'UE s'emploient dans une belle unanimité à aggraver les politiques migratoires.

Ce 8 décembre, les 27 ministres de l'Intérieur sont ainsi tombés d'accord pour installer des « *hubs de retour* » dans des pays tiers hors UE pour y déporter les migrant-es débouté-es du droit d'asile. Ils ont décidé d'allonger la durée maximale de rétention aujourd'hui fixée en Europe à 180 jours et d'accélérer les expulsions y compris vers des pays avec lesquels les migrant-es n'ont aucun lien mais que l'Europe considère comme « *sûrs* ». Parmi eux, l'Albanie, avec qui collabore déjà l'Italie, le Rwanda, avec qui la Grande Bretagne avait signé un accord resté sans lendemain, le Kosovo, l'Ouganda, le Maroc, la Colombie... Des mesures qui doivent être ratifiées par le Parlement européen au printemps.

La prétendue « *pression migratoire* » n'a pourtant en rien augmenté en Europe, au contraire, les entrées « *irrégulières* » ont baissé de 20 % en un an, et il est clair que la superposition de mesures répressives ne peut arrêter ceux et celles déterminé-es à risquer leur vie pour avoir

un avenir. Mais l'essentiel est le geste politique : « *Il est vraiment important que nous donnions aux citoyens le sentiment que nous maîtrisons ce qui se passe* » a expliqué l'Autrichien Magnus Brunner, commissaire européen aux Affaires intérieures et à la Migration. Une « *volonté politique* » partagée par les Vingt-sept, de la Danoise social-démocrate Mette Frederiksen, dont la politique migratoire est une des plus répressives d'Europe, à l'extrême-droite de Giorgia Meloni...

Dans le même temps, des discussions ont débuté pour limiter les attributions et le peu de pouvoir de la Convention et de la Cour européennes des droits de l'homme (CEDH) accusées de poser « *trop de limites à la capacité des Etats à décider qui expulser de leur territoire* ». Le simple fait que des migrant-es ou tout ressortissant européen puisse saisir la CEDH et se référer à un « *droit international* », aussi dérisoire soit-il, est insupportable aux Etats qui veulent avoir les coudées totalement franches pour leurs politiques populistes, anti-ouvrières et xénophobes.

Contre la mise en concurrence mondialisée des prolétaires entre eux, la nécessaire organisation par-delà les frontières

Les premières organisations ouvrières sont nées pour lutter contre la concurrence entre prolétaires, « *l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat* » écrivait Engels en 1845 dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* alors que l'industrie anglaise embauchait des immigré-es irlandais-es fuyant la misère. « *Ce qui donne à ces associations et aux grèves qu'elles organisent leur véritable importance, c'est qu'elles sont la première tentative des ouvriers pour abolir la concurrence. Elles supposent cette idée très juste que la domination de la bourgeoisie n'est fondée que sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la possibilité d'opposer entre elles les diverses catégories d'ouvriers* ». ³

Aujourd'hui, les mêmes logiques sont à l'œuvre, à une tout autre échelle. La lutte contre cette concurrence sur un marché du travail mondialisé nécessite une politique de classe et un programme internationalistes pour l'unité des producteur-trices par-delà les frontières. Une politique et un programme combattant le poison du racisme, de la xénophobie et du nationalisme qui visent à sou-

mettre les travailleur-es à la domination de leur propre bourgeoisie, à la république bourgeoise, ses institutions, son appareil d'Etat que défendent politiciens de droite comme de gauche. Il ne pourra y avoir de monde libéré de l'exploitation, de la concurrence généralisée, des frontières qui la protègent sans le soulèvement et l'organisation internationale des travailleurs contestant le pouvoir et la direction de la société à la minorité parasite.

Face à l'internationale réactionnaire des serviteurs du Capital, se dressent les luttes et la solidarité internationaliste des exploité-es, des brigades « anti-ICE » aux USA qui parcourent les quartiers, s'organisent avec les migrant-es et s'affrontent à l'armée, à la Gen Z qui se soulève pour affirmer son droit à vivre et avoir accès aux richesses de la société, aux femmes qui font face à l'offensive réactionnaire, à toutes celles et ceux qui refusent les budgets d'austérité pour payer la dette et la guerre.

La mondialisation capitaliste a transformé le monde, donné naissance à une nouvelle classe mondiale de prolétaires interconnectés, jeunes, éduqués, ayant accès à l'ensemble des réseaux et des connaissances modernes, pouvant partager à la vitesse de la lumière les mêmes aspirations, les mêmes colères, les mêmes débats. Les distances, les différences de langue, de cultures, ne sont plus un frein. La lutte de classe se déroule au vu et au su de toutes et tous en temps réel de Santiago à New York, Alger ou New Dehli en passant par le Népal ou le Soudan. Chaque lutte, chaque expérience participe des prises de conscience.

La lutte des travailleur-es immigré-es pour leur vie, pour le droit élémentaire à des papiers et une existence digne, à un travail, un logement, à la liberté de circulation et d'installation porte en elle-même l'unité de l'ensemble des prolétaires contre un ordre inhumain, violent et condamné par l'histoire.

Isabelle Ufferte

1 <https://www.gisti.org/spip.php?rubrique13>

2 <https://www.lacimade.org/fag/les-migrations-internationales-faits-et-chiffres/>

3 https://www.marxists.org/francais/engels/works/1845/03/fe_18450315_3.htm